

FAITS SAILLANTS



Une inflation qui accélère et se généralise

Une demande soutenue, des difficultés dans la chaîne d'approvisionnement et une hausse des prix des marchandises continuent d'alimenter une inflation inégalée depuis des décennies. Celle-ci ne concerne plus seulement les catégories affectées par une augmentation temporaire des prix (comme l'hôtellerie ou la location de véhicules), mais également l'alimentation, l'essence et les coûts du logement.



La fin programmée des politiques d'assouplissement quantitatif

Les banques centrales reconnaissent maintenant la persistance des pressions inflationnistes et se préparent à réduire leurs politiques monétaires conciliantes. Récemment reconduit dans ses fonctions, le président de la Réserve fédérale américaine (la « Fed ») a indiqué une réduction de sa politique d'assouplissement quantitatif possiblement plus rapidement que prévu, tandis que la Banque du Canada a déjà mis fin à ses mesures.



Des marchés désormais guidés par les bénéfices des sociétés

Le retrait graduel des politiques accommodantes signifie que la progression des marchés dépendra davantage des données fondamentales et des bénéfices de sociétés, vecteur maintenant essentiel de l'évolution du cours des actions. Pour l'instant, les bénéfices du troisième trimestre ont dépassé les attentes, tirant les cours à la hausse.

SYNTHÈSE DES PERSPECTIVES DE RÉPARTITION DE L'ACTIF

	Négatives	Neutres	Positives	
Actions				Ce mois-ci
Actions canadiennes				Le mois dernier
Actions américaines				
Actions internationales				
Actions des marchés émergents				
Revenu fixe				
Obligations d'État				
Obligations de sociétés				
Obligations à rendement élevé				
Total actions				
Total revenu fixe				

Ce tableau illustre les perspectives à court terme de l'équipe de répartition de l'actif de NEI à propos de plusieurs catégories d'actions et d'obligations au 30 novembre 2021. L'absence de case verte sur la ligne d'une catégorie d'actif donnée signifie que les perspectives de celle-ci n'ont pas changé depuis le mois dernier.

APERÇU

L'inflation a continué d'augmenter en novembre. Le mois dernier, l'indice des prix à la consommation aux États-Unis (IPC) s'est élevé à 6,2 %, un rythme jamais enregistré depuis 1990. De plus, les hausses de prix ne concernaient plus seulement des services affectés par une augmentation temporaire des prix, comme l'hôtellerie ou la location de véhicules, mais également des catégories de base, comme la nourriture, l'essence et les coûts du logement. L'IPC a également accéléré au pays, renouant avec son plus haut niveau depuis que la Banque du Canada a commencé à cibler l'inflation en 1991, soit 4,7 %. Plus tôt cette année, les banques centrales insistaient sur le caractère temporaire des pressions inflationnistes qui provenaient des déséquilibres propres à la récente réouverture de l'économie. Six mois plus tard, cependant, l'inflation persiste et pourrait même se poursuivre en 2022. De surcroît, les politiques exceptionnellement accommodantes encore en vigueur aujourd'hui, notamment une faiblesse historique des taux d'intérêt, se trouvent de plus en plus montrées du doigt comme une source de demande excessive qui contribue aussi à l'inflation.

En conséquence, les banques centrales du monde entier préparent la voie à des politiques monétaires moins accommodantes. Récemment reconduit dans ses fonctions de président de la Fed, Jerome Powell a déclaré devant le comité bancaire du Sénat qu'il ne considérait plus l'inflation comme « transitoire » et que la Fed envisageait un arrêt de son programme d'achat d'actifs plus tôt que la date initiale de mi-2022. Au Canada, la Banque du Canada a contre toute attente mis fin à son programme d'assouplissement quantitatif en novembre, prévenant qu'elle pourrait relever son taux directeur dès avril 2022, plutôt qu'au second semestre de l'année. De l'autre côté de l'Atlantique, la Banque d'Angleterre estime justifié aussi de plus en plus un relèvement des taux d'intérêt, à la lumière des anticipations d'inflation. La Banque centrale européenne, quant à elle, devrait mettre fin à son programme d'urgence d'achat d'obligations en mars, mais ne s'attend pas à augmenter son taux directeur l'an prochain.

À peine les investisseurs avaient-ils intégré ces revirements de politique monétaire que les scientifiques d'Afrique du Sud annonçaient l'identification d'un nouveau variant de la COVID-19 responsable de la récente hausse des cas journaliers d'infections dans ce pays. Rapidement classé comme « préoccupant » par l'Organisation mondiale de la santé, celui-ci a été nommé Omicron. À ce stade précoce, il reste beaucoup à découvrir sur ce variant, qui semble se transmettre facilement d'après les premières observations, mais causer des symptômes moins sévères. Tout ceci demandera des vérifications plus rigoureuses évidemment. Sur une note positive, la réaction à ce nouveau variant n'a pas traîné, les scientifiques parvenant à analyser rapidement des échantillons, à identifier la souche et à communiquer leurs conclusions. De leur côté, les gouvernements ont réagi sans tarder par l'imposition de nouvelles restrictions des déplacements afin d'atténuer la courbe de contagion mondiale.

Il est encore trop tôt pour évaluer pleinement les effets du variant Omicron sur l'économie mondiale, mais déjà des incertitudes nouvelles apparaissent en ce qui concerne la croissance et l'inflation. Les investisseurs ont rapidement cédé leurs actifs à risque plus élevé, comme les actions, pour se tourner notamment vers les obligations d'État de bonne qualité. Les secteurs ayant le plus bénéficié de la réouverture de l'économie (voyages, hôtels, croisiéristes, covoiturage, etc.) ont été les plus affectés en premier. Les effets du variant Omicron sur l'inflation demeurent encore largement inconnus. De nouvelles restrictions touchant les voyages et le retour au bureau pourraient exacerber les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et tirer les prix encore plus à la hausse. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les réactions aux nouveaux variants se sont améliorées et chaque nouvelle souche du virus a eu une incidence économique moins forte que la précédente.

Alors que la volatilité a augmenté, les dégagements récents sur les marchés boursiers soulignent l'avantage continu de détenir des portefeuilles diversifiés. La sécurité relative offerte par les obligations a contribué à atténuer les pertes découlant des actions pour de nombreux investisseurs. À plus long terme, nous estimons toujours que l'économie mondiale poursuivra sa croissance à un rythme supérieur à la tendance en 2022 et que l'inflation commencera à ralentir. Il s'agit d'un contexte favorable pour les investisseurs.

Toutefois, comme nous l'avons vu avec le variant Omicron, toutes les prévisions sont sujettes à l'évolution de la pandémie. Nous continuerons à suivre de près la situation.

ÉTATS-UNIS

Les comptes rendus du FOMC (Federal Open Market Committee) publiés ce mois-ci suggéraient que plusieurs membres envisagent volontiers un retrait plus hâtif des mesures d'accommodation, notamment par l'accélération des réductions d'achat d'obligations et un premier relèvement plus tôt que prévu des taux d'intérêt dans ce cycle qui marquerait le début d'une série potentielle de hausses de taux. La Fed pourrait annoncer à l'issue de sa réunion de décembre qu'elle double les réductions mensuelles à 30 G\$ US, auquel cas le programme pourrait prendre fin en mars 2022 plutôt qu'en juin.

Ce rythme plus rapide donnerait en outre au FOMC davantage de flexibilité et de marge de manœuvre début 2022 quant au calendrier de son premier relèvement de taux. Celui-ci pourrait effectivement survenir plus rapidement dans cette expectative de retrait rapide, surtout si les données économiques, comme le nombre d'emplois, pointent vers une embellie continue. Au cours de son témoignage devant le Congrès du 30 novembre, le président de la Fed, Jerome Powell, semble avoir confirmé quelque peu la possibilité d'une accélération de la réduction des achats d'actifs, expliquant que la vigueur de l'économie américaine et le niveau élevé de l'inflation pourraient justifier la fin des achats d'actifs de la banque centrale avant la date prévue en 2022, même si la nouvelle souche Omicron de la COVID-19 représentait un nouveau risque pour ces perspectives.

Si les données du marché laissent entrevoir une faiblesse du marché de l'emploi, des écarts importants dans l'emploi par rapport aux niveaux prépandémiques et une reprise limitée dans la participation de la main-d'œuvre dans la force de l'âge parallèlement à des niveaux d'inflation toujours élevés, la Fed peut aussi continuer d'adopter une approche plus attentiste avant de relever les taux d'intérêt. De plus, si le variant Omicron s'avère plus grave qu'on ne le croyait initialement, la Fed aura toujours la possibilité de reporter la hausse des taux jusqu'à ce que la situation s'y prête mieux. Il est essentiel de séparer la réduction des mesures de relance de la hausse des taux d'intérêt, car cette approche permet à la Fed de relever les taux ou d'attendre la fin du processus de réduction des mesures de relance, selon les données économiques.

La Fed pourrait être incitée à envisager un relèvement anticipé des taux si l'inflation continue de s'étendre à des secteurs qui sont considérés comme étant de nature plus structurelle et s'il y a d'autres risques de hausse. Les observations récentes de M. Powell indiquant qu'il est temps d'écarter le mot « transitoire » et de proposer plutôt que les pressions inflationnistes ne laisseront probablement pas de séquelles permanentes laissent entrevoir un ton plus ferme quant à de plus grandes craintes à propos de l'inflation, comparativement au ton employé antérieurement. Ce changement de ton porte à croire que la Fed envisage de plus en plus d'autres scénarios de relèvement des taux, mais cette position sera probablement contrebalancée par les préoccupations concernant Omicron à mesure que d'autres données sur le virus seront disponibles. La trajectoire empruntée par le virus pourrait assombrir les résultats de l'inflation et, par ricochet, les mesures de politique monétaire de la Fed.

Même si l'on a beaucoup insisté sur le nombre de hausses prises en compte par le marché, qui prévoit maintenant trois hausses, au lieu de deux, en 2022, il faudra probablement se demander si l'économie sera suffisamment vigoureuse après la première hausse pour continuer d'absorber d'autres hausses par la suite. Il sera également important de se demander à quoi ressemblera le taux directeur final.

Toutefois, la situation financière des consommateurs apparaissant toujours reluisante aux États-Unis, avec une épargne confortable accumulée durant la pandémie, il est possible que l'économie puisse soutenir des taux d'intérêt plus élevés. Le rapport sur les revenus et dépenses des ménages américains du mois d'octobre se conclut effectivement par une note rassurante en ce qui concerne leur situation financière. Le revenu personnel a augmenté de 0,5 % d'un mois sur l'autre, dépassant des prévisions de 0,2 %. De même, l'augmentation des dépenses personnelles d'un mois sur l'autre est passée de 0,6 % à 1,3 %. De surcroît, les dépenses personnelles réelles ont enregistré une hausse de 0,7 % d'un mois sur l'autre. Les dépenses de biens comme de services ont augmenté en octobre, en données réelles et nominales. Un rapport publié par BCA Research précise que les consommateurs ont consacré 13 % de la totalité de leurs dépenses du mois d'octobre aux biens durables, à comparer avec une moyenne de 10 % en 2019.

L'évolution de la pandémie et du nouveau variant peut déboucher sur une des trois situations suivantes : 1) une augmentation de l'épargne en prévision de jours plus difficiles qui pèse sur la demande totale; 2) des achats de biens supérieurs à la consommation de services qui exacerbent les difficultés de la chaîne d'approvisionnement; ou 3) un relâchement des pressions liées à la pandémie et un changement de préférence en faveur des services, au détriment des biens, de nature à alléger les pressions inflationnistes causées par la demande.

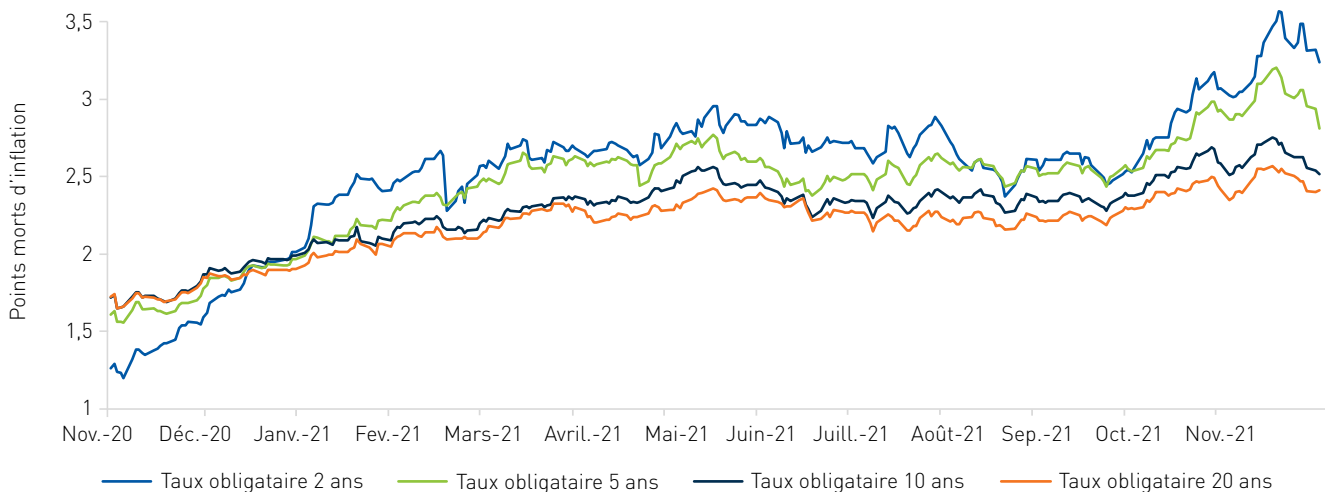
D'un mois sur l'autre et d'une année sur l'autre, l'IPC aux États-Unis a accéléré à 0,9 % et à 6,2 % respectivement. Il s'agit de la hausse mensuelle la plus élevée des quatre derniers mois et d'une hausse annuelle jamais vue depuis 1990. Les pressions inflationnistes se sont étendues de façon continue aux autres secteurs que ceux directement impactés par la COVID ou concernés par la réouverture de l'économie, en particulier l'énergie, le logement, l'alimentation, les automobiles et les camions usagés ainsi que les nouveaux véhicules. Le coût du logement, qui représente environ un tiers de l'IPC, a augmenté de 0,5 % en raison de la hausse des loyers et du prix des maisons. Il s'agit d'une composante de l'indice largement considérée comme structurelle, de sorte que sa hausse continue contribuerait à indiquer des pressions inflationnistes plus persistantes.

Les prix des nouvelles automobiles ont augmenté de 1,4 % en raison de la pénurie mondiale de semi-conducteurs qui continue de ralentir la production. Il est probable qu'une partie de la demande non satisfaite ait été orientée, ou se soit dirigée par elle-même, vers le marché des véhicules usagés, sur lequel les prix ont augmenté de 2,5 % en octobre. Une des principales tendances au sein de l'économie est celle où les entreprises, qui connaissent une forte demande, mais qui sont freinées par les goulets d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement et la pénurie de travailleurs qualifiés, font grimper les prix des biens et services de consommation.

En ce qui concerne les titres à revenu fixe, les anticipations d'inflation sur la portion à plus court terme de la courbe des taux ont été nettement revues à la hausse. Ainsi, le point mort sur l'inflation à deux ans, qui représente le point de vue des marchés sur la hausse annuelle des prix pour les deux prochaines années, a augmenté à 3,3 %. Il correspond à l'écart entre la rémunération procurée par une obligation indexée à l'inflation et celle de son homologue de même échéance à taux nominal. Les points morts augmentent quand les investisseurs estiment que l'économie fera face à une inflation plus élevée à l'avenir.

Notons que les anticipations à plus long terme suggèrent un ralentissement de l'inflation au fil du temps, comme représenté par un point mort à 10 ans inférieur à son homologue sur la portion à plus court terme.

La courbe des taux suggère que l'inflation devrait diminuer au fil du temps



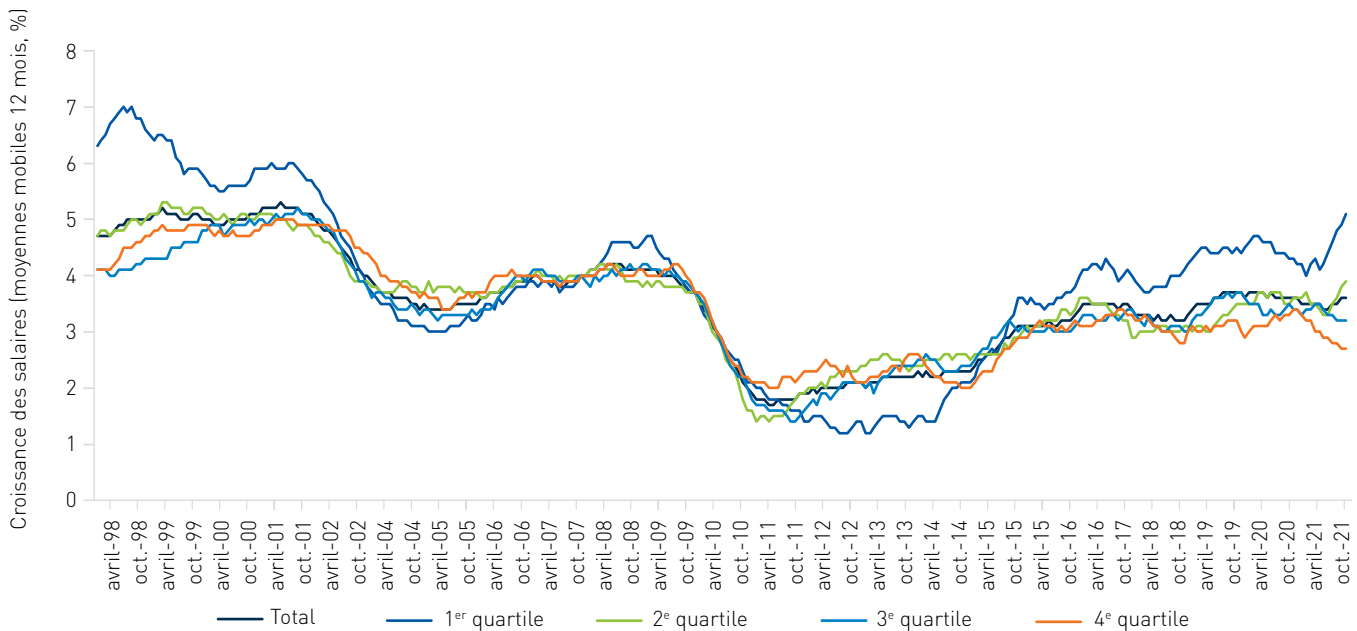
Source : Bloomberg, au 30 novembre 2021.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la production (IPP) a augmenté de 0,6 % d'un mois sur l'autre en octobre et de 8,6 % d'une année sur l'autre. Une telle hausse annuelle de l'IPP n'avait pas été enregistrée depuis 2010. En excluant les éléments plus volatils de l'alimentation et de l'énergie, l'IPP de base a augmenté de 0,4 % d'un mois sur l'autre et de 6,8 % d'une année sur l'autre. Plus de 60 % de l'IPP global dépendait du prix des biens, lesquels ont augmenté de 1,2 %, en grande partie à cause de la hausse des coûts énergétiques, en particulier de l'essence. Les goulets d'étranglement dans le transport, les pénuries de matériaux et la hausse du coût de la main-d'œuvre représentent toujours des vecteurs d'augmentation des prix à la production. Les rémunérations ont en particulier généré des pressions croissantes sur les prix, atteignant un sommet de 16 ans dans le secteur des services.

Le contexte laisse craindre une « spirale salariale », c'est-à-dire une situation dans laquelle les travailleurs commencent à demander des augmentations pour compenser la hausse du coût de la vie. Ces revendications alimentent à leur tour l'inflation, puisque les entreprises répercutent la hausse de leurs coûts sur les consommateurs, un cercle vicieux s'amorce. Nous estimons toutefois ces inquiétudes exagérées pour l'instant.

Les salaires ont bel et bien augmenté aux États-Unis, comme en attestent l'indicateur de suivi de la Banque fédérale de réserve d'Atlanta ainsi que l'indice du coût de l'emploi, mais surtout dans le quartile des travailleurs les moins bien rémunérés du secteur des services et de l'hôtellerie où les augmentations s'expliquaient principalement par la pandémie. En outre, les hausses de salaire parmi les 25 % de la population active la moins bien rémunérée ne suscitent pas réellement de préoccupations à ce stade et ne dureront probablement pas.

Les plus importantes hausses de salaire aux États-Unis concernent le quartile des travailleurs les moins bien rémunérés



Source : Banque fédérale de réserve d'Atlanta, 31 octobre 2021.

Les salaires augmentent actuellement, mais à un rythme inférieur à celui de l'inflation globale. Les données trimestrielles publiées par le Bureau of Labor Statistic (BLS), qui concernent l'évolution de l'indice du coût du travail, révèlent une augmentation de 4,2 % des salaires pour la période de 12 mois terminée en septembre 2021. Simultanément, l'indice des prix à la consommation augmentait de 5,4 %.

Reconnaissons toutefois que ces hausses de salaire s'avéreraient plus favorables dans un contexte de gain de productivité. Or, la situation inverse s'est produite si l'on se fie au rapport du troisième trimestre du BLS « Productivity and Cost », alors que les coûts de main-d'œuvre augmentaient. Le coût de l'unité de travail aux États-Unis dans les secteurs non agricoles a enregistré une hausse de 8,3 % au troisième trimestre en données annualisées, reflétant une augmentation de 2,9 % du salaire horaire et une baisse de 5 % de la productivité.

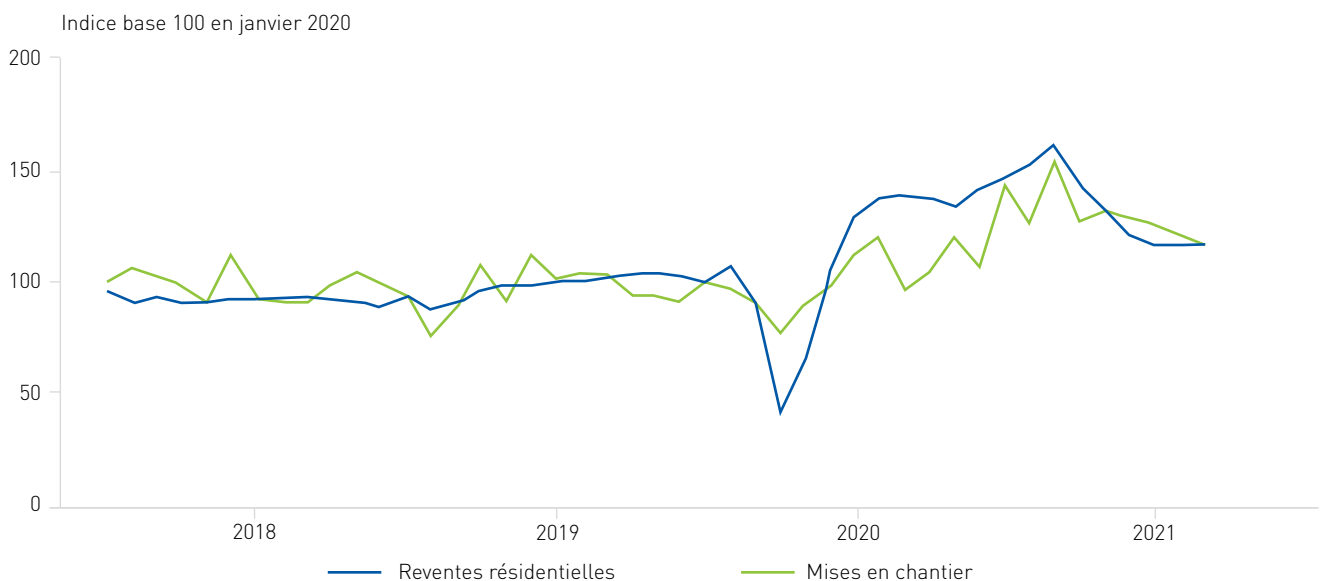
CANADA

L'économie a créé 31 200 emplois en octobre, un chiffre inférieur aux estimations de 41 600, révélant toutefois que la reprise sous-jacente se poursuit favorablement depuis la pandémie. Le marché du travail enregistre des gains qui s'approchent de plus en plus de leur niveau d'avant la pandémie, soit en moyenne 23 000 emplois par mois dans les deux années précédentes. Tous les emplois perdus durant la pandémie ont été récupérés, mais le rythme de création sur 18 mois demeure inférieur à celui avant l'irruption de la COVID. Malgré ces chiffres encourageants, il reste donc du chemin à parcourir.

Le marché immobilier a accéléré en octobre, après une période estivale plus calme qu'au printemps dernier. Les chiffres de l'Association canadienne de l'immeuble ont révélé une augmentation mensuelle des ventes de maisons de 8,6 %, la plus forte depuis juillet 2020, avec des prix en hausse de 2,7 % en octobre et de 23,4 % d'une année sur l'autre. Il est probable que la réaccélération d'octobre ne correspondait pas à une tendance durable et que le marché se calme avec l'annonce de la fin de la politique accommodante de la Banque du Canada en octobre.

Le dernier rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada, basé sur des données allant jusqu'à septembre 2021, mentionnait des activités de construction et de revente de logements toujours importantes, mais en baisse depuis les sommets historiques. Simultanément, la forte demande provoquée par une recherche de logements plus spacieux en raison de la pandémie semble s'essouffler. Les mises en chantier de copropriété demeurent relativement soutenues, mais celles qui concernent des unités unifamiliales ont plus significativement baissé depuis le premier trimestre. Néanmoins, le marché immobilier reste dynamique et l'activité devrait se poursuivre à un rythme soutenu en raison d'un revenu disponible élevé chez les ménages et de taux d'emprunt faibles.

Le marché immobilier canadien a ralenti, mais demeure vigoureux



Source : Rapport sur la politique monétaire de la Banque du Canada : Association canadienne de l'immeuble, Société canadienne d'hypothèques et de logement, calculs indiciaires de la Banque du Canada. Les chiffres des reventes résidentielles et des mises en chantier ont été désaisonnalisés, en septembre 2021.

INTERNATIONAL

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, s'est inspiré de la méthode Powell, avec une politique monétaire basée sur plus de patience. Pourtant, les projections d'inflation de la Banque d'Angleterre ont été révisées à la hausse pour 2021, 2022 et 2023. Celle-ci justifie son positionnement par les incertitudes pesant sur l'emploi à court terme et donc de la nécessité d'une approche plus prudente en matière de taux d'intérêt.

Par un vote de sept contre deux, les dirigeants de la banque centrale britannique ont décidé de conserver le taux directeur à 0,1 %, alors qu'un certain nombre avait récemment exprimé son souhait d'un resserrement en raison de la hausse des anticipations d'inflation. La décision, qui a donc surpris les marchés, se basait sur les craintes de ralentissement de la croissance, tandis qu'une hausse des taux d'intérêt ne lui paraît nécessaire au cours des prochains mois que si ces projections d'inflation se matérialisaient. Les incertitudes pesant sur le marché du travail à court terme ont également été évoquées pour justifier cette approche plus prudente. La Banque d'Angleterre a revu à la baisse ses projections du PIB annuel du Royaume-Uni à 6,7 %, par rapport à 8,5 % auparavant, misant par ailleurs sur un IPC de 4,3 %, par rapport à 4,0 % antérieurement. Les achats d'actifs ont également été conservés à l'identique à l'issue d'un vote de six contre trois.

Dans la zone euro, les chiffres de l'inflation de novembre ont dépassé les prévisions. Passant de 4,1 % en octobre à 4,9 % en novembre, l'inflation globale s'est avérée supérieure aux estimations de la majorité, soit 4,5 %. Les prix alimentaires ont augmenté à 2,2 %, tandis que ceux de l'énergie continuaient de flamber pour atteindre un nouveau sommet de 27,4 %. Notons que l'inflation de base (qui ne tient pas compte de l'énergie, des aliments, de l'alcool et du tabac) a également atteint son niveau plus élevé de 2,6 %.

D'un point de vue prospectif, le variant Omicron pourrait produire des effets indéterminés sur l'inflation, en fonction de l'évolution du virus. La baisse du prix du pétrole réduira l'inflation de l'énergie, mais si le variant fait en sorte que les consommateurs privilégient les biens aux services, la situation pourrait aggraver le déséquilibre entre l'offre et demande, tirant les prix à la hausse pendant une période prolongée.

MARCHÉS ÉMERGENTS

L'indice officiel des directeurs d'achat en Chine (PMI) pointe vers un rebond de l'activité industrielle en novembre, les perturbations causées par les pannes de courant s'atténuant, mais l'apparition du nouveau variant Omicron a entravé la reprise dans le secteur des services et pourrait même peser plus généralement sur le redressement économique, en fonction de sa transmissibilité et de sa virulence. Nous avons encore peu d'informations à ce sujet pour l'instant.

L'indice industriel du PMI est passé de 49,2 en octobre à 50,1 en novembre. La composante de production a également franchi la barre de 50, révélant une accélération de la croissance industrielle. Un chiffre supérieur à 50 indique une phase de croissance ou d'expansion des activités industrielles. À l'inverse, un chiffre inférieur à 50 suggère une période de contraction. L'embellie provenait largement de la hausse de capacité des centrales électriques. L'enquête détaillée du PMI révèle toujours des signes de pénurie, avec des délais de livraison qui s'allongent alors que les sociétés continuent de puiser dans leurs réserves de matières premières, à un rythme toutefois légèrement moins rapide qu'en octobre. Notons que la baisse des prix des matières premières se répercute sur les prix de vente.

RENDEMENTS BOURSIERS

Pourcentage de rendement en \$ CA

	1 mois	3 mois	6 mois	DDA	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Revenu fixe								
Agrégé Canada Bloomberg Barclays	0,87	-1,59	0,13	-4,19	-3,90	4,02	2,76	3,18
Agrégé mondial Bloomberg Barclays (couvert en \$ CA)	0,74	-0,46	1,10	-0,95	-0,68	4,35	3,10	3,78
Bloomberg Barclays oblig. É.-U. à rdt élevé plaf. à 2 % par émetteur (couvert en \$ CA)	-1,03	-1,19	1,06	3,28	5,17	6,47	5,47	6,67
Actions								
MSCI Monde (marchés développés)	1,22	0,56	11,37	17,63	20,55	15,52	13,54	14,86
MSCI Monde Croissance	2,75	1,97	18,48	19,54	23,32	23,81	19,64	18,01
MSCI Monde Valeur	-0,43	-0,98	4,43	15,21	17,29	7,01	7,26	11,51
MSCI Canada	-1,58	1,19	5,88	21,13	23,31	12,62	8,55	7,78
MSCI É.-U.	2,40	2,33	15,82	22,53	25,38	19,06	16,54	18,34
MSCI EAEO	-1,33	-3,71	2,11	6,57	9,65	8,54	8,17	9,92
MSCI Europe	-1,85	-4,19	2,20	9,85	13,07	9,42	8,83	9,85
MSCI Japon	0,94	-1,69	4,35	0,51	2,89	7,18	7,30	10,77
MSCI Pacifique hors Japon	-3,03	-5,35	-3,37	2,04	5,61	6,54	6,49	8,82
MSCI ME (Marchés émergents)	-0,73	-5,57	-5,30	-3,68	1,66	7,99	8,49	7,64
Devises (par rapport au dollar canadien)								
Dollar US	3,49	1,52	6,18	0,69	-1,01	-1,17	-0,94	2,35
Euro	0,66	-3,20	-2,25	-7,37	-6,85	-1,37	0,24	0,54
Livre sterling	-0,12	-2,41	-1,18	-2,55	-1,90	0,03	0,20	0,60
Yen	3,93	-1,78	2,30	-8,44	-9,09	-1,17	-0,87	-1,47

Source : Morningstar. Données au 30 novembre 2021. Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens.

Ce document est fourni à des fins éducatives et d'information uniquement et ne vise pas à apporter précisément des conseils financiers, fiscaux, de placement ou de toute autre nature. Les opinions exprimées aux présentes peuvent changer sans préavis, les marchés évoluant en permanence. L'information contenue aux présentes est considérée comme fiable, mais NEI ne garantit ni son exhaustivité ni son exactitude. Les opinions exprimées à l'égard d'une société, d'un titre, ou d'un marché en particulier ne doivent pas être interprétées comme une intention de réaliser des transactions concernant un fonds géré par Placements NEI. Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties concernant des rendements futurs et les résultats réels peuvent être substantiellement différents des prévisions en raison de risques et d'incertitudes. Il faut éviter de se fier indûment aux informations prospectives.

Des commissions, commissions de suivi, frais de gestion et dépenses peuvent tous être associés à des investissements dans des fonds communs de placement. Veuillez consulter le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur change fréquemment et le rendement antérieur peut ne pas être reproduit.

Les informations de MSCI ne peuvent servir qu'à un usage personnel et ne peuvent être reproduites ou redistribuées sous une quelconque forme, ni constituer la base ou une composante d'un instrument financier, d'un produit ou d'un indice. À aucun moment une information fournie par MSCI ne vise à constituer un conseil en placement ou une recommandation à propos d'une quelconque décision de placement et ne doit pas être interprétée comme telle. L'historique des données et des analyses ne doit pas être interprété comme une indication ou une garantie visant une analyse des rendements futurs, une prévision ou une projection de ceux-ci. L'information est fournie par MSCI « telle quelle » et son utilisateur assume l'intégralité du risque découlant d'une quelconque utilisation de celle-ci. MSCI, ses filiales et toute autre personne intervenant dans la compilation ou la création d'une information fournie par MSCI (collectivement les « parties MSCI ») déclinent expressément toute garantie (notamment en matière d'originalité, de précision, d'exhaustivité, de présentation en temps opportun, d'absence de contrefaçon, de qualité marchande et d'adéquation à un but particulier) à propos de cette information. Sans préjudice de ce qui précède, une partie MSCI ne pourra en aucun cas être tenue responsable de tout dommage direct, indirect, spécial, accidentel, punitif, corrélatif (notamment les pertes de profits) ou autre.

Placements NEI est une marque déposée de Placements NordOuest & Éthiques S.E.C. (« NEI S.E.C. »). Placements NordOuest & Éthiques inc. est le commandité de NEI S.E.C. et une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso inc. (« Aviso »). Aviso est le seul commanditaire de NEI S.E.C. Aviso est une filiale en propriété exclusive de Patrimoine Aviso S.E.C., détenue à 50 % respectivement par Desjardins Holding financier inc. et à 50 % par une société en commandite qui appartient aux cinq centrales de caisse de crédit provinciales et au Groupe CUMIS limitée.